



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Evreux, le 20 janvier 2021

M. l'Inspecteur d'académie,

Comme l'année dernière presque à la même date nous nous retrouvons pour discuter de la répartition des moyens collège pour la rentrée prochaine.

Comme l'année dernière la FSU vous souhaite, ainsi qu'à tous les personnels, une excellente année 2021.

Pourtant cette fois-ci, contrairement à l'an dernier, nous commençons l'année dans une situation inédite, une situation exceptionnelle, celle de la crise sanitaire. Nous aurions donc pu nous attendre à prendre connaissance d'une dotation adaptée à cette situation et qui soit donc, elle-aussi, inédite et exceptionnelle, attribuant à tous les établissements du second degré des moyens à la hauteur des besoins de nos élèves, permettant une application cohérente du protocole qui ne se fasse ni au détriment des conditions de travail des personnels, ni à celui des conditions d'apprentissage des élèves. La crise sanitaire aura démontré à quel point le service public d'éducation est central dans notre société, lui allouer des moyens à la hauteur semble donc LA priorité.

Mais non. Le budget 2021 de l'Education nationale répond aux mêmes principes et à la même politique qu'en 2020 et qu'en 2019 : suppressions de postes, 150 pour notre académie, quand les classes sont déjà beaucoup trop chargées pour que nous puissions remédier aux difficultés scolaires générées et/ou accentuées par le confinement et limiter véritablement le brassage, et augmentation des heures supplémentaires, comme si les enseignants n'étaient pas déjà suffisamment épuisés par l'application du protocole, par toutes les contraintes qu'il engendre et par les revirements et le mépris permanent de notre ministre envers les personnels de l'EN.

Bien sûr notre département semble épargné puisque, contrairement aux quatre autres départements de l'académie normande qui perdent tous de nombreux postes, notamment 63,5 postes en collèges, l'Eure est censée, elle, en gagner. Et en effet, dans le livret du CTA qui s'est tenu hier, il est annoncé que nous gagnons 10,5 ETP, pourtant qu'elle n'a pas été notre surprise de constater dans les documents des services de la DSDEN 27 que les collèges du département perdent 252,5 heures postes ! En revanche, l'augmentation des HSA est effarante : 611 en plus par rapport aux prévisions 2020 ! Les dégâts sur les postes, fermetures et nouveaux compléments de services donnés, vont atteindre des sommets rarement égalés.

Ce sont donc directement les conditions de travail des personnels enseignants qui vont se retrouver incroyablement dégradées. Les choix qui seront effectués au sein des collèges dépendront encore moins qu'avant de l'intérêt des élèves et de la pédagogie, puisqu'il faudra « caser les heures sup ». D'ailleurs certains chefs d'établissements profitent de cette période de préparation de rentrée, pour chercher à imposer des organisations pédagogiques complexes et chronophages sans concertation, comme c'est le cas au collège Montaigne du Vaudreuil.

La FSU dénonce cette pression managériale qui passe aussi par les multiples réunions organisées par les principaux pour concevoir le projet d'établissement, pour contractualiser ou, comme à Jean Jaurès, pour

l'autoévaluation prévue par la Loi pour l'école de la confiance. Ce sont pourtant souvent les mêmes qui avaient refusé le 2 novembre un temps de concertation pour réfléchir à l'hommage à Samuel Paty. Ce dont les personnels ont besoin, c'est de temps pour réfléchir en équipes pluriprofessionnelles à leurs pratiques. Mais plutôt que de renforcer ces équipes, le gouvernement avec le projet de loi 4D a l'intention d'arracher les infirmières de l'EN et le peu de médecins scolaires aux EPLE.

On continue donc à détruire les collectifs de travail et les conditions de travail, par exemple en retirant des heures au collègue Alphonse Allais ce qui aura pour conséquence la suppression d'un poste réseau dans le dernier établissement REP+ de l'Eure au risque de mettre à mal encore davantage un réseau déjà fragilisé par la perte de nombreuses heures l'an passé et tout cela dans un contexte pandémique dont les gouvernants n'ont de cesse répéter que la priorité doit être les plus fragiles ?

Le projet présenté au Sénat par la Secrétaire d'État à l'Education prioritaire semble lui aussi bien loin de la prise en compte des plus fragiles.

Bref, malgré les alertes de la FSU dès le mois de juin, arrivés au mois de janvier, nous ne sommes toujours pas prêts : on manque de TZR pour remplacer les collègues « covidés », les cas contacts ou les personnels vulnérables, les professeurs EPS blessés, les congés maternité... En EPS, par exemple, de nombreuses classes dans l'Eure n'ont pas eu de cours depuis des semaines, voire des mois. Cela avait été signalé dès le mouvement intra-académique et la suppression de 15 postes de TZR pour l'académie. Mais le rectorat n'a pas écouté et aujourd'hui, encore une fois, ce sont les élèves qui sont lésés. Et les remplacements à l'interne ne peuvent constituer la solution aux insuffisances de l'administration.

Enfin les contraintes extrêmes imposées par les différents protocoles sanitaires propres à chaque établissement ont des conséquences de plus en plus visibles sur les conditions de travail des enseignants : fatigue, stress, angoisse et épuisement face à la permanente adaptation qui leur est demandée depuis mars 2020. Pourtant, pour en revenir à cette préparation de rentrée, cela aurait pu et dû se passer autrement avec des recrutements plutôt que des suppressions de postes masquées par une augmentation des HSA, avec le passage aux demi-groupes, avec la prise en compte de l'expertise et des propositions de tous les personnels. Le summum du mépris venant d'être atteint pour les enseignant.es d'EPS à qui on refuse désormais l'accès même aux installations sportives couvertes, en plein hiver. Cette décision abrupte et incompréhensible peut leur laisser à penser qu'ils seraient responsables de la reprise épidémique alors même que le protocole renforcé est très strict et respecté. Pour faire face à la flambée des contaminations, mettre en place des demi-groupes en EPS pour permettre encore davantage l'application des gestes barrières et la distanciation physique dans des gymnases aérés et désinfectés était une solution bien plus adaptée. Cela aurait permis de continuer à offrir aux élèves un enseignement de nature physique et sportive alors même qu'au niveau national le ministère ne cesse de marteler l'importance de la pratique physique, d'autant plus dans ce contexte sanitaire inédit.

Pour conclure, la FSU renouvelle ses vœux pour l'année 2021 à tous les personnels de l'EN tout en sachant pertinemment que si le ministre Blanquer ne daigne pas écouter les revendications des personnels et de leurs représentants, elle sera malheureusement, pour tous, à l'image de l'année 2020.